

**MINISTERE DELEGUE AUPRES DU
PREMIER MINISTRE CHARGE DE
L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN**

DECRET N° 93-409 du 7 avril 1993
portant fusion de l'Agence pour l'Etude et
la Promotion de l'Emploi (AGEPE) et l'Office
de la Main-d'œuvre de Côte d'Ivoire (OMOCI)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- SUR le rapport du Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique ;
- VU la constitution de la République de Côte d'Ivoire ;
- VU la loi 64-290 du 1^{er} Août 1964 portant Code du Travail en Côte d'Ivoire ;
- VU la loi n° 80-1070 du 13 Septembre 1980 fixant les règles générales relatives aux Etablissements Publics Nationaux et portant création de catégories d'Etablissements Publics ;
- VU la loi n° 92-569 du 11 Septembre 1992, portant ratification de l'ordonnance n° 92-1032 du 31 Décembre 1991, portant liberté d'ouverture de Bureaux et Offices Privés de placement des demandeurs d'emploi ;
- VU la loi n° 92-570 du 11 Septembre 1992 portant Statut Général de la Fonction Publique ;
- VU le décret n° 63-163 du 11 Avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 Août 1981 ;
- VU le décret n° 80-1251 du 28 Novembre 1980 portant classement dans les catégories d'Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 81-137 du 18 Février 1981 portant régime financier et comptable des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 82-402 du 21 Avril 1982 portant organisation administrative des Etablissements Publics Nationaux ;

- VU le décret n° 82-729 du 21 Juillet 1982 érigeant l'Office de la Main-d'œuvre de Côte d'Ivoire en Etablissement Public à caractère administratif ;
- VU le décret n° 84-67 du 25 Janvier 1984 réglementant la gestion de la comptabilité des biens et matières des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 85-1087 du 16 Octobre 1985 relatif à la situation des personnels des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 85-1184 du 4 Décembre 1985 fixant les modalités de financement du compte prévu à l'article 11 de la loi n° 80-1070 du 13 Septembre 1980 relatif au excédents de ressources des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 91-522 du 24 Juillet 1991 relatif à la fusion des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 91-755 du 14 Novembre 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 91-806 du 11 Décembre 1991 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 92-089 du 17 Février 1992 relatif aux Bureaux de Placement à des fins lucratives ;
- VU le décret n° 93-221 du 03 Février 1993 portant création de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU

DECRETE

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à la fusion par absorption de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) Etablissement Public à caractère industriel et commercial et de l'Office de la Main-d'œuvre de Côte d'Ivoire (OMOCI) Etablissement Public à caractère administratif.

ARTICLE 2 : L'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi, Etablissement absorbant, conserve son appellation, ses attributions et son et son organisation telles qu'elles sont déterminées par le décret n° 93-221 du 3 Février 1993 susvisé.

L'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi assure la plupart des fonctions et attribution précédemment dévolues à l'Office de la Main-d'œuvre de Côte d'Ivoire et dans le contexte défini par la loi n° 92-569 du 11 Septembre 1992 portant ratification de l'ordonnance n° 91-1032 du 31 Décembre 1991 portant liberté d'ouverture de Bureaux et Offices Privés de Placement des demandeurs d'emploi.

ARTICLE 3 : Conformément à l'Article 3 du décret n° 91-522 du 24 Juillet 1991 relatif à la fusion des Etablissements Publics Nationaux, il sera effectué :

- Un audit à la diligence du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie Financières et du Plan afin de déterminer l'état du patrimoine de l'OMOCI.
- Un transfert de l'ensemble des ressources et du patrimoine de l'OMOCI au bénéfice de l'AGEPE.

ARTICLE 4 : Le abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment celles du décret n° 82-729 du 21 Juillet 1982 susvisé.

ARTICLE 5 : Le Ministère de l'Emploi et de la Fonction Publique et le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie, des finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 7 avril 1993

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

Copie certifiée conforme à l'original
P. Le Secrétaire Général du Gouvernement P.O.